

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

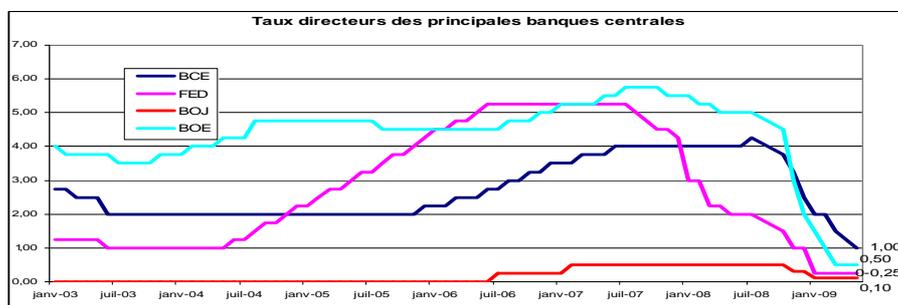
La BCE maintient le statu quo monétaire ...

... ainsi que la Fed américaine et la Banque d'Angleterre

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 5 août 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 « l'économie de la zone euro devrait croître à un rythme modéré et irrégulier, dans un contexte d'incertitude ».

Le Comité de politique monétaire de la Fed a opté lors de sa réunion du 10 août 2010 pour le statu quo monétaire, maintenant son principal taux directeur dans sa fourchette de fluctuation (en vigueur depuis décembre 2008) allant de 0 à 0,25 %, son plus bas niveau historique. Faisant le constat que « le rythme de la reprise de l'activité et de l'emploi s'est ralenti ces derniers mois », la Fed a décidé la reprise de certaines mesures de soutien à l'économie.

Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a décidé, au cours de sa réunion du 5 août 2010, de maintenir son taux d'intervention à 0,5 %.



Chômage

Léger recul du nombre de demandeurs d'emploi en France et stabilité du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 691 000 à fin juin 2010, soit une baisse de 0,3 % sur un mois en données CVS-CJO (- 8 600 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 6,9 % (+ 6,3 % pour les hommes et + 7,6 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 19,1 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en juin 2010, inchangé par rapport à mai. Il était de 9,5 % en juin 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en juin 2010. Il était de 9 % en juin 2009.

Inflation.....

Stabilité des prix en France et légère remontée de l'inflation dans la zone euro

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France est resté stable au mois de juin 2010 ; sur un an, il croît de 1,5 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,4 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,7 % en juillet 2010. En juin, il était de 1,4 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 juillet 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La BoJ a revu à la hausse sa prévision de croissance pour l'exercice 2010-2011 à 2,6 % contre une précédente estimation à 1,8 % et a réduit celle de 2011-2012 de 2 % à 1,9 %. En juin 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 1,5 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1,0 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,5 % en glissement annuel. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 27,7 % et de 26,1 % sur un an et l'excédent commercial a progressé de 41,1 % à 6 milliards d'euros.

Moindre croissance du PIB chinois au deuxième trimestre 2010

Le PIB chinois a progressé de 10,3 % au deuxième trimestre 2010 après 11,9 % au premier trimestre et devrait croître de 9,5 % en 2010 selon les prévisions du Centre d'information d'Etat. En juin 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,7 % en glissement annuel contre 16,5 % en mai. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,9 % sur un an contre 3,1 % en mai. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 43,9 % et de 34,1 % en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 20 milliards de dollars contre 19,5 milliards en mai.

Publication au Journal Officiel de la République

Fichier positif

Le décret n° 2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel de la République du 22 juillet 2010. Ce comité, prévu par la loi portant réforme du crédit à la consommation, sera constitué outre son président de seize membres (parlementaires, représentants de la Banque de France, du ministère de l'économie, des établissements de crédit, des associations de consommateurs, des associations familiales, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés...). Le secrétariat sera assuré par la direction générale du Trésor.

Informations bancaires

Relations des banques avec leur clientèle
« particuliers »

Deux rapports ont été remis à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, au mois de juillet 2010 :

1 – le rapport sur la tarification des services bancaires établi par MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans (8 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :
http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708_rap_Pauget_Constans.pdf

2 – le rapport sur les pratiques des établissements teneurs de comptes vis-à-vis de leurs clients engagés dans une procédure de surendettement rédigé par Mme Marielle Cohen-Branche (20 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :
<http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/20rapcohen-branche.pdf>

Livret A

A compter du 1^{er} août 2010, le taux du Livret A est passé à 1,75 %. Les taux des autres produits de l'épargne réglementée s'établissent comme suit :

- Livrets de développement durable : 1,75 %
- Comptes sur livret d'épargne populaire : 2,25 %
- Comptes d'épargne logement hors prime d'Etat : 1,25 %

Publications

Rapports annuels 2009

1 – Banque de France
Le rapport annuel est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :
<http://www.banque-france.fr/fr/publications/rapport/rapport.htm>

2 – Observatoire de l'épargne réglementée
Le premier rapport d'activité de l'Observatoire créé par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :
<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/observatoire/oer-rapport-2009.pdf>

3 – Observatoire de la sécurité des cartes de paiement
Le rapport d'activité est disponible en téléchargement à l'adresse suivante
http://www.banque-france.fr/observatoire/rap_act_fr_09.htm

Nomination

FBF

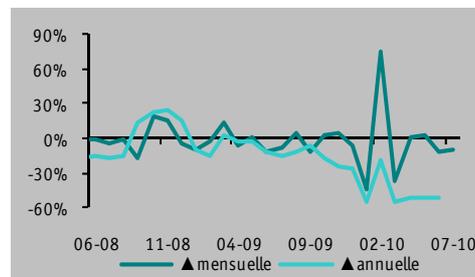
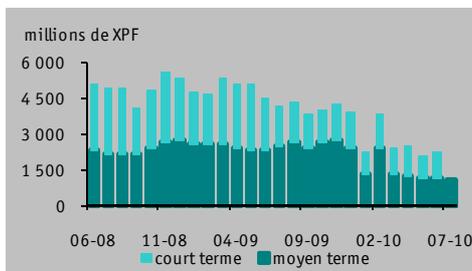
M. François Pérol, président du directoire du Groupe BPCE, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2010, en remplacement de M. Baudoin Prot, administrateur directeur général de BNP Paribas.

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse significative du refinancement à court terme

en millions de F CFP	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 655	1 095	931	-15,0%	-43,7%
Utilisations à moyen terme	2 461	1 023	1 058	3,4%	-57,0%
Refinancement total	4 116	2 118	1 989	-6,1%	-51,7%



Cotation

Légère hausse sur le mois de la proportion d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	juil-09	juin-10	juil-10
Entreprises cotées :	4 710	5 863	5 936
dont éligibles au refinancement	1 677	1 638	1 677
en %	35,6%	27,9%	28,3%

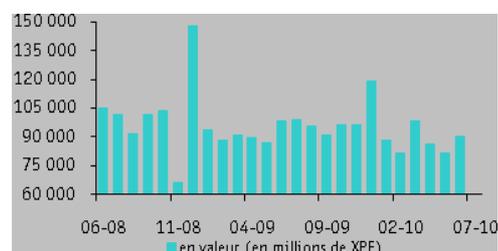
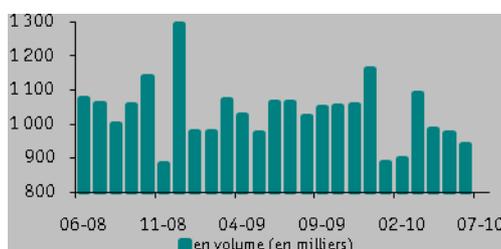
Plaquette de cotation en cours de refonte

A la suite des modifications apportées au dispositif de cotation lors du dernier Conseil de Surveillance de l'IEOM (reventilation des seuils d'activité, introduction d'une cote de refinancement « R prime »), la plaquette de présentation est en cours de refonte et devrait être diffusée courant août 2010 sur le site internet de l'IEOM / IEDOM. Dans le courrier envoyé à chaque entreprise lors du renouvellement de la cotation, il sera fait mention de sa disponibilité.

Compensation

Hausse des opérations en volume et en valeur au mois de juillet

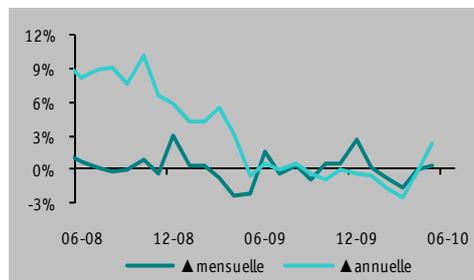
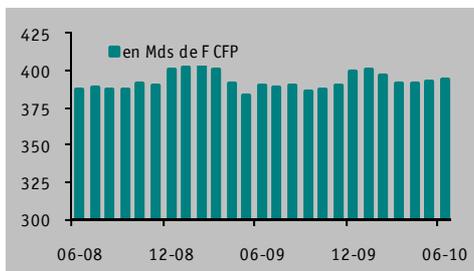
	juin-10	juil-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	938 137	1 021 372	8,9%	5 772 163	-29,4%
Montant (millions de F CFP)	90 123	98 163	8,9%	526 088	-29,2%



Masse monétaire

Hausse des dépôts à terme sur le mois

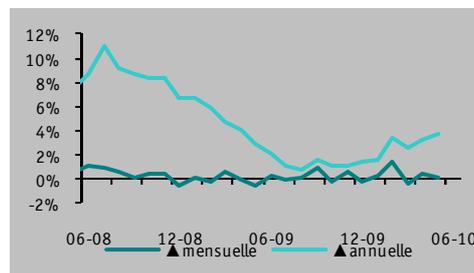
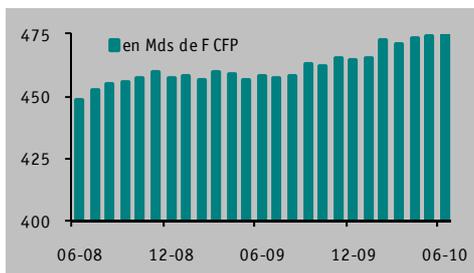
en millions de F CFP	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 816	14 524	14 569	0,3%	5,4%
Dépôts à vue	149 515	156 447	156 113	-0,2%	4,4%
Comptes sur livrets	84 380	110 293	110 184	-0,1%	30,6%
Comptes d'épargne logement	206	221	224	1,3%	8,7%
Dépôts à terme	126 357	104 962	108 229	3,1%	-14,3%
Autres	8 898	5 946	4 368	-26,5%	-50,9%
Total M3	383 171	392 393	393 686	0,3%	2,7%



Concours des banques locales à l'économie

Légère hausse de l'encours de crédit en juin

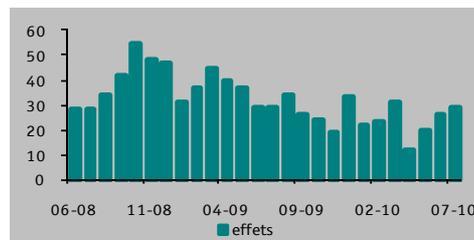
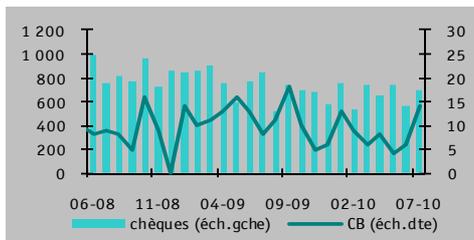
en millions de F CFP	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	134 397	141 034	137 598	-2,4%	2,4%
Crédits d'équipement	62 207	63 694	63 076	-1,0%	1,4%
Crédits à l'habitat	151 216	151 243	153 791	1,7%	1,7%
Autres crédits	32 202	20 626	22 179	7,5%	-31,1%
Créances dout. brutes	33 079	41 436	44 183	6,6%	33,6%
Total CCB	455 561	473 970	478 530	1,0%	5,0%



Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiement sur chèques

en nombre	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	876	601	743	23,6%	-15,2%
- sur chèques	839	569	700	23,0%	-16,6%
- sur effets	29	26	29	11,5%	0,0%
- retraits de cartes bancaires	8	6	14	133,3%	75,0%



Interdits bancaires

Légère hausse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 935	3 896	3 928	0,8%	-0,2%
- dont personnes physiques	3 495	3 443	3 480	1,1%	-0,4%
- dont personnes morales	440	453	448	-1,1%	1,8%

3 – Brèves économiques locales

.....

Relance de l'économie

Démarrage d'une politique de rigueur début 2011

Dans un courrier adressé à ses ministres, le Président Gaston Tong Sang liste ses recommandations dans le cadre de la politique de rigueur pour le budget 2011. Toute l'administration subira une réduction de ses moyens financiers avec le gel de près de 400 postes, la suppression de 70 postes, l'absence de concours en 2011 ainsi que la hausse des taxes sur l'alcool, le tabac et les produits sucrés. Le courrier mentionne également la suppression des congés administratifs, la baisse de 6 % des dépenses de fonctionnement courant, la réduction des coûts de fonctionnement des organismes périphériques, le plafonnement des crédits de défiscalisation à 5 milliards de F cfp. D'ici à la fin de l'année, un document récapitulatif devrait être publié afin de présenter de façon exhaustive les mesures de la politique d'austérité annoncée.

Finances publiques

4- collectif budgétaire adopté

Le 4 août 2010, l'Assemblée de Polynésie Française (APF) a adopté le collectif budgétaire n°4 qui vise principalement à désaffecter des taxes parafiscales au profit du budget général du Pays, et à couvrir les dépenses de la collectivité. Le Pays devrait ainsi se voir attribuer près de 1,6 milliard de F cfp en recettes nouvelles provenant de ces taxes actuellement perçues par l'EAD, l'IJSPF, l'EPAP, le FDA, l'ISPF et le GIE Tahiti tourisme. Ce 4^{ème} collectif a été amendé en commission des finances afin de dégager 200 millions de F cfp de crédits pour le Régime de Solidarité de Polynésie Française (RSPF) qui dispose déjà d'une enveloppe de 1,8 milliard de F cfp. Le régime de solidarité s'applique aux personnes non prises en charge par un autre régime d'assurance, tant en qualité d'ouvrant droit que d'ayant droit, et dont le revenu moyen mensuel brut individuel ou du couple (mariés ou concubins) apprécié sur une base annuelle est inférieur au SMIG mensuel et à leurs ayants droit. Ce régime ne propose que des prestations en nature (la prise en charge ou le remboursement des frais de soins) à l'exclusion de toute prestation en espèces.

Mesures de relance du secteur du BTP

Le 5 août 2010 a été voté le financement de trois mesures proposées par le ministère de la reconversion économique afin de faciliter l'accession à la propriété des jeunes ménages, et de stimuler le secteur du bâtiment. Il s'agit du PAP (Prêt d'Accès à la Propriété) qui vise à aider les jeunes ménages à accéder à la propriété par un prêt bonifié de 20 millions F cfp maximum sur une durée de 25 ans. Le PIL (Prêt Incitatif au Logement) vise à inciter les ménages qui ont de l'épargne à investir pour agrandir leur logement actuel ou acquérir un nouveau bien immobilier. Enfin le PIM (Prime à l'Investissement des Ménages) consiste à verser directement une subvention à l'emprunteur, équivalente à 10 % du prêt (plafonné à un million F cfp), à la fin des travaux de sa maison pour l'ameublement et l'aménagement.

Soutien à l'initiative privé : étude de la création du statut d'auto-entrepreneur

Le 7 juillet 2010, le conseil des ministres a proposé la création du statut de l'auto-entrepreneur pour encourager la création d'entreprises. Le projet de loi a fait l'objet d'une analyse par le Conseil Economique, Social et Culturel (CESC) qui l'a rejeté le 13 août 2010.

Réforme de la Protection Sociale Généralisée

Le 6 août 2010, le Conseil de la protection sociale et de l'action sociale s'est réuni pour une 2^{ème} séance afin de débattre sur l'équilibre du financement de la PSG (Protection Sociale Généralisée). En effet, avec un déficit budgétaire anticipé de la Caisse de Prévoyance Sociale (près de 6 milliards F cfp), des économies vont devoir être réalisées et les cotisations sociales révisées. Les pharmaciens se sont d'ores et déjà engagés à reverser à la CPS 126 millions de F cfp sur leurs revenus en 2011. Cet effort suppose l'acceptation par les représentants du Syndicat des Pharmaciens des Iles et de Tahiti (SPIT) et celui des pharmaciens de Polynésie française d'une baisse du prix des médicaments génériques et des appareillages. Le gouvernement, pour sa part, souhaiterait une baisse globale de 3% sur tous les médicaments.

Communes

22- Congrès des communes : réforme du statut des communes et changement du financement des communes

La réforme portant sur la création de la Fonction Publique Communale (FPC) en Polynésie Française a été au cœur du 22^{ème} Congrès des communes qui s'est tenu du 2 au 6 août 2010. Le décret d'application de cette réforme devrait être publié en octobre 2010 et la date symbolique de lancement de la FPC est fixée au 1^{er} janvier 2011. Par l'extension de leurs compétences, affirmée par le nouveau Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et par la création d'un statut de droit public des agents, il s'agit au travers de cette réforme, de créer des communes à part entière. Cette évolution de leur statut juridique s'accompagne d'une réflexion sur leur mode de financement et sur le partenariat Etat/Pays/Communes.

Audiovisuel

Tournage du film de Mathieu Kassovitz : refus du Pays d'une subvention à sa production

En mai 2010, le Pays avait assuré son entière collaboration au tournage de "L'ordre et la morale" de Mathieu Kassovitz. Aujourd'hui, à trois semaines de la réalisation, le Pays lui refuse, d'une part l'APAC (Aide à la Production Audiovisuelle Cinématographique) s'élevant à 20 millions de F cfp, et d'autre part, les barges de la flottille administrative, nécessaires à la production du film. Des rencontres entre le Pays et la production sont prévues afin de trouver un compromis qui doit être validé en conseil des ministres le 11 août 2010.

La TNT en Polynésie avant la fin de l'année 2010

La TNT (Télévision Numérique Terrestre) devrait être opérationnelle sur le territoire avant la fin de l'année 2010. Ce projet émanant de l'État vise à permettre à l'ensemble de l'Outre-mer français d'avoir accès gratuitement à domicile au bouquet des chaînes du groupe France Télévisions, en haute définition.

Aménagement du territoire

Projet de création d'une agence d'aménagement et d'urbanisme

Trois experts métropolitains de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) ont rendu un rapport de restitution de leur semaine de travail, depuis le 17 juillet, consacrée à étudier la faisabilité de la création en Polynésie française d'une agence d'aménagement et d'urbanisme. Si le projet se concrétise, cette agence verrait le jour d'ici à la fin de l'année 2010.

Tourisme

Mesure de relance du tourisme de croisière

Le 20 juillet 2010, le Conseil Economique, Social et Culturel (CESC) a rendu un avis favorable sur la réforme de la réglementation des navires de croisières. Ce projet propose de simplifier cette réglementation afin d'attirer davantage de navires dans les eaux polynésiennes. Ainsi, il instaure un régime uniformisé pour tous les paquebots de croisière et met en place une redevance unique pour remplacer les deux taxes existantes. Les navires internationaux y seraient assujettis. Cette redevance serait perçue par le Port Autonome de Papeete et servirait à alimenter un compte spécial du budget du Pays pour financer des actions de promotion et de développement des croisières, notamment en matière d'aménagement.

4 – Brèves économiques régionales

.....

Australie

Maintien du taux directeur par la Reserve Bank of Australia

La Banque centrale d'Australie a annoncé le 3 août 2010 le maintien de son taux directeur à 4,5 %, pour le troisième mois consécutif, en raison de conditions économiques encore volatiles. Avec une croissance qui devrait rester proche de la tendance, une inflation proche de l'objectif et des conditions globales qui devraient rester incertaines, le comité de gouvernance de la banque centrale estime appropriée cette décision de politique monétaire.

Nouvelle Zélande

Hausse du taux directeur par la Reserve Bank of New Zealand

La Banque centrale de Nouvelle Zélande a relevé le 29 juillet 2010 son taux directeur d'un quart de point, atteignant 3,0 %, pour la deuxième fois en moins de deux mois, tout en admettant que les perspectives de reprise économique s'étaient détériorées. Le taux d'inflation de la Nouvelle Zélande a tourné autour des 2,0 % au cours des cinq derniers trimestres et tandis que l'économie va mieux, les pressions inflationnistes devraient s'accroître selon la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ).

Les indicateurs de référence

	date	2009	m-1	2010	Δ mensuelle	Glissement annuel
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation - juin 2010 (base 100 décembre 2007)	juin	102,0	102,3	103,1	0,7%	1,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - mai 2010 (base 100 janvier 2000)	mai	124,5	121,9	121,6	-0,2%	-2,3%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	mai	454,4	1 043,1	578,5	-44,5%	27,3%
Importations (en M F CFP)	mai	11 032,8	11 967,9	13 818,3	15,5%	25,2%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai	2 213,3	2 058,5	1 824,4	-11,4%	-17,6%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	136	135	112	-17,0%	-17,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juil	440	453	448	-1,1%	1,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai	2 048,2	1 863,2	2 417,9	29,8%	18,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai	2 306	2 906	3 088	6,2%	33,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin	267	289	298	3,1%	11,6%
Personnes physiques en interdiction bancaire	juil	3 495	3 443	3 480	1,1%	-0,4%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai	187	796	296	-62,8%	58,3%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai	232,1	832,9	331,4	-60,2%	42,8%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mai	64,9	48,6	135,6	179,0%	108,9%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai	86,7	116,4	371,4	219,1%	328,4%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai	4,4	4,9	23,4	377,6%	431,8%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	jan	31,5	-	117,7	-	273,7%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai	55	57,8	66	14,2%	20,0%
Tourisme						
Trafic aérien (nb)	mai	41 941	39 744	39 302	-1,1%	-6,3%
Nombre de touristes	avril	11 230	10 547	10 271	-2,6%	-8,5%
Taux d'occupation hôtelière	juil	54,7%	53,1%	67,5%	+14,4 pts	+12,8 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	juin	59 223	58 675	58 334	-0,6%	-1,5%
Comptes sur livret	juin	92 212	103 712	103 434	-0,3%	12,2%
Dépôts à terme	juin	68 059	54 192	54 875	1,3%	-19,4%
Entreprises						
Dépôts à vue	juin	68 936	81 878	78 285	-4,4%	13,6%
Dépôts à terme	juin	39 182	37 159	42 746	15,0%	9,1%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	juin	89 886	86 388	86 439	0,1%	-3,8%
Crédits à l'habitat	juin	126 931	130 875	131 118	0,2%	3,3%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	juin	42 981	53 178	52 972	-0,4%	23,2%
Crédits d'équipement	juin	57 941	54 628	54 015	-1,1%	-6,8%
Créances douteuses						
Créances douteuses brutes	juin	31 927	41 367	44 390	7,3%	39,0%
						(source : IEOM)

5 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,55% à 6,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/08/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/07/2010	30/06/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,4230%	0,5420%	- 0,119 pt	0,4100%	+ 0,013 pt
EURIBOR 1 mois	0,6450%	0,4850%	+ 0,160 pt	0,4530%	+ 0,192 pt
EURIBOR 3 mois	0,8960%	0,7670%	+ 0,129 pt	0,7000%	+ 0,196 pt
EURIBOR 6 mois	1,1450%	1,0410%	+ 0,104 pt	0,9940%	+ 0,151 pt
EURIBOR 12 mois	1,4170%	1,3060%	+ 0,111 pt	1,2480%	+ 0,169 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/07/2010	30/06/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,4768%	0,3489%	+ 0,074 pt	0,3476%	+ 0,075 pt
EURIBOR 1 mois	0,5830%	0,4460%	+ 0,137 pt	0,4790%	+ 0,104 pt
EURIBOR 3 mois	0,8480%	0,7270%	+ 0,121 pt	0,7120%	+ 0,136 pt
EURIBOR 6 mois	1,1040%	1,0120%	+ 0,092 pt	0,9950%	+ 0,109 pt
EURIBOR 12 mois	1,3730%	1,2810%	+ 0,092 pt	1,2420%	+ 0,131 pt
TMO	3,2700%	3,3400%	- 0,070 pt	3,7400%	- 0,470 pt
TME	3,0700%	3,1400%	- 0,070 pt	3,5400%	- 0,470 pt
TRBOSP	3,2800%	3,3200%	- 0,040 pt	3,7600%	- 0,480 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/07/2010	30/06/2010	31/12/2009	30/07/2010	30/06/2010	31/12/2009	30/07/2010	30/06/2010	31/12/2009
taux JJ	0,355%	0,350%	0,145%	0,160%	0,160%	0,430%	0,490%	0,515%	0,465%
3 mois	0,750%	0,955%	0,375%	0,425%	0,345%	0,305%	0,850%	0,925%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,910%	2,980%	3,840%	1,060%	1,100%	nd	3,330%	3,350%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2010)

Prêts particuliers	seuil de usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,27%
Prêts à taux fixe	6,09%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,99%
Prêts à taux variable	5,35%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,25%
Prêts relais	5,96%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,39%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,93%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,61%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,5964	1 NZD/XPF	66,2476	1 HKD/XPF	11,7940	1 GBP/XPF	142,9294	
100 JPY/XPF	105,9596	1 AUD/XPF	82,4912	1 SGD/XPF	67,2936	100 VUV/XPF	89,9700	1 FJD/XPF	47,6583

1000 XPF/EUR	8,38	USD	1,3028	NZD	1,8013	HKD	10,118	GBP	0,8349
JPY	112,62	AUD	1,4466	SGD	1,7733	VUV	132,635	FJD	2,5039

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM – Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 – 98 713 Papeete RP
 Dépôt légal : 19 août 2010 - Achevé d'imprimer le 19 août 2010 – N° ISSN 1240-3830

